

N° 4

Publié par la C.E.

25 mars 1934

Discussion : Résolution du Groupe de Marseille / Sur le mot d'ordre : Milice ouvrière commune / Pour une milice antifasciste du Peuple / Sur la nature de classe de l'URSS / Montpellier : Sur la situation politique.

Informations : Epilogue (Lettre de Roger) / Lettre du SI à l'OSP et au SAP.

RESOLUTION DU GROUPE DE MARSEILLE

Après une longue discussion le Groupe de Marseille rejette à l'unanimité les suggestions du cam. G. comme inapplicables dans la situation actuelle, comme aussi la résolution proposée par le cam. Naville, résolution qui ne représente que l'esprit aventurier et bluffard des dirigeants de la Ligue. Se prononce pour le mot d'ordre : milice ouvrière commune formée sur la même base que les syndicats ayant à la direction les représentants des fractions les plus fortes de l'organisation.

Le Groupe de Marseille

SUR LE MOT D'ORDRE : MILICE OUVRIERE COMMUNE

La C.E. nous communique une résolution de Naville sur la milice ouvrière commune comme aussi les suggestions du cam. G. Après une longue discussion dans notre groupe nous furent forcés de repousser aussi bien les suggestions du cam. G. que la résolution de Naville.

Le mot d'ordre juste en principe : "marcher séparément, frapper ensemble" proposé par le cam. G. est inapplicable en France. Le mot d'ordre serait juste si le PC et le PS avaient déjà leurs organisations de combat antifascistes. Mais précisément notre actuelle consiste à pousser les organisations ouvrières dans la voie de formation d'une telle organisation. Comment demander à des organisations non existantes encore de frapper ensemble ? Alors faut-il pousser le PC et le PS à former chacun pour soi une milice ouvrière armée, qui marcheraient séparément et frapperaient ensemble ? Cela serait faux à notre avis. Si le PC et le PS formaient chacun leur organisation de combat, celles-ci serviraient plutôt dans la lutte entre ces deux partis que dans la lutte contre le fascisme.

Les événements actuels nous ont appris qu'après la défaite allemande il n'y a rien de changé dans la tactique des deux partis se réclamant de la classe ouvrière. Il est presque sûr que le mot d'ordre aurait le même sort qu'il a eu en Allemagne.

Si le mot d'ordre : "Marcher séparément, frapper ensemble", est inapplicable dans les circonstances actuelles, la résolution présentée par le cam. Naville démontre un fois de plus que notre direction nationale n'est pas encore arrivée à cette maturité révolutionnaire qui permet d'envisager avec sérénité un problème et de lui donner les solutions nécessaires.

Naville propose à la Ligue et à ses "Jeunesses" (?) de former leur organisation militaire qui fera partie de la milice ouvrière commune. Cela veut dire tout simplement que la CE veut continuer sa vieille politique de bluff héritée du stalinisme. Demander à la Ligue d'organiser sa formation militaire dans l'état des forces actuel frôle l'irresponsabilité et ne pourrait, en cas d'application, que ridiculiser aux yeux de la classe ouvrière un mot d'ordre juste. A notre avis la

Ligue devrait mettre en avant ce mot d'ordre, pousser les partis prolétariens à former en commun une organisation de combat contre le fascisme. Cette organisation devrait être formée sur la même base qu'un syndicat unique, dirigée par un organisme représentant proportionnellement ou non les partis participant au front unique. C'est sur cette base que nous devrions lancer notre mot d'ordre et c'est seulement ainsi qu'il aura le plus de chance de réussir et de former une forteresse prolétarienne contre le fascisme.

Nous espérons que tous les groupes expliqueront longuement leurs conceptions sur ce mot d'ordre qui dans les jours à venir deviendra pour nous le mot d'ordre le plus important dans la bataille du mouvement ouvrier.

Pour le Groupe de Marseille : Péro

Janv. 34

POUR UNE MILICE ANTIFASCISTE DU PEUPLE

Nous avons beaucoup discuté sur le mot d'ordre : milice commune, mais jusqu'ici rien de bien concret n'a été proposé. Le Bulletin Intérieur nous apporte une vue d'ensemble sur ce problème qui est le point vital d'une organisation défendant véritablement le peuple contre les bandes fascistes.

Pour examiner la question il faut savoir ce que nous voulons : est-ce une milice pour défendre notre organisation ou est-ce une milice pour défendre le peuple dans son ensemble - antifasciste bien entendu - y compris ses organisations. A mon avis, c'est pour défendre le peuple. Donc pour cela il faut avoir une milice qui groupe l'ensemble des antifascistes, c'est-à-dire une milice de masse. Blasco a raison sur tout le problème. C'est sa thèse que nous devons développer devant les masses et je suis sûr qu'elle trouvera la sympathie et forcera les partis à sortir de leur boutique. Evidemment la milice du peuple n'empêche aucunement les divers groupements de défense personnelle des organisations. La milice du peuple sera pour le combat ce qu'est le syndicat pour le beefsteak ; une organisation large ayant des chefs démocratiquement élus ; les éléments la composant auront le droit de se réunir en fractions. Aucune minorité ne devra être étouffée, mais tous devront se soumettre à la majorité pour les décisions prises - à condition que ce ne soit pas des aventures, comme le souligne justement un camarade. Ainsi nous montrerons que pour nous ce n'est pas une question de boutique, mais que nous sommes guidés par un seul intérêt : défendre le prolétariat et le mener à la victoire avec justement cette milice qui sera, j'en suis sûr, l'embryon de l'armée rouge de demain.

Des camarades diront : "Mais nous serons noyés dans cette milice !" Comme si un parti ayant une politique juste pouvait se noyer dans la masse ! Il est possible que nous restions quelque temps sous l'eau, mais petit à petit nous prendrons pied et nous aurons plaisir de voir couler, cette fois pour toujours, au fond de la piscine, les éléments qui n'auront pas eu une position juste. C'est ainsi que nous mettrons en pratique le léninisme.

Gosset

18 mars

SUR LA NATURE DE CLASSE DE L'ETAT SOVIÉTIQUE

Dans la thèse du cam. Gourov "Il faut construire une nouvelle Internationale" il est dit au §3 : "Les causes de l'effondrement de la social-démocratie et du communisme officiel sont à chercher non pas dans la théorie marxiste, ni dans la mauvaise qualité des personnes qui l'employèrent, mais dans les conditions concrètes du processus historique." Puis-je dire que ceci me semble être du matérialisme de "mauvaise qualité" ? Et qu'une telle phrase, quoique en partie corrigée par la suivante, condamne toute l'activité passée et présente de l'Opposition ?

Il faut dire que si "les conditions ~~historiques~~ concrètes du processus historique" ont été telles, ce n'est pas par hasard, indépendamment de la volonté et de la conscience des hommes chargés de faire

l'histoire. C'est bien parce que les dirigeants des deux Internationales soucieux de leurs intérêts personnels ou de caste, donc "personnes de mauvaise qualité", ont consciemment falsifié la théorie marxiste. Et ainsi seulement s'explique le rôle historique de l'Opposition de Gauche : défendre contre les mauvais dirigeants la véritable théorie marxiste afin d'orienter le développement historique dans un sens favorable à la Révolution internationale.

Nous trouvons au §5 de la même thèse la conséquence de cette erreur : "La bureaucratie centrisme planant au-dessus des deux partis principaux : prolétarien et thermidorien-bonapartiste ..." En réalité la bureaucratie est l'embryon du parti thermidorien. Le parti prolétarien ne renaitra que contre la bureaucratie. Le parti thermidorien se cristallise autour des sommets de la bureaucratie. Si les concessions de cette dernière à la droite croissent, celles en faveur du prolétariat décroissent rapidement. Si les conflits avec la réaction sont épisodiques, sa lutte contre les bolchéviks-léninistes est ininterrompue. Pour que son travail soit facilité, elle oeuvre à "l'écrasement, l'étranglement et la dépravation du parti bolchévik" qui "n'est pas un parti, c'est un appareil d'administration aux mains d'une bureaucratie incontrôlée."

Ainsi la bureaucratie staliniste, même si elle ne l'a pas voulu, est responsable avec la bureaucratie réformiste de la situation actuelle. Elle représente des intérêts opposés, quoique souvent concordants à ceux du prolétariat. Et c'est uniquement pour faire triompher ces intérêts qu'elle "a arraché au Parti les congrès, les réunions, les discussions, la presse" (Gourov), qu'elle a fait des anciens soviets d'ouvriers, soldats et paysans, de simples rouages administratifs sous son contrôle absolu, qu'elle a enlevé aux ouvriers des usines tout droit de contrôle en donnant aux directeurs une autorité absolue, qu'elle a parachevé la destruction des syndicats, organe de défense des intérêts des ouvriers en en faisant de simples exécutants du Commissariat du Travail.

Venons-en maintenant à l'article de Trotsky "La nature de classe de l'Etat Soviétique" ("La Vérité" du 13 octobre). Malgré tout ce qui précède énoncé par Trotsky lui-même, celui-ci ~~déclare~~ déclare : "L'état soviétique est encore un état de dictature prolétarienne". Il ajoute que l'appareil centrisme (stalinien) "aujourd'hui, quand il n'y a plus et qu'il n'y a pas encore de direction marxiste, défend par ses méthodes la dictature prolétarienne." Ça n'est pas sérieux. Ou alors Trotsky nous explique comment fonctionne ce nouveau genre de "dictature prolétarienne" sans parti prolétarien (l'organisation de l'élite), sans ~~syndicats~~ syndicats (représentation directe et démocratique des ouvriers), sans soviets (organes prolétariens démocratiques du gouvernement). La bureaucratie ("incontrôlée", d'après Trotsky lui-même) est à la fois tout cela : le parti, les syndicats, les soviets. Or il ne peut y avoir de dictature du prolétariat, sans contrôle de la part de ce dernier.

Lorsque Trotsky prétend qu'en URSS règne encore la dictature du prolétariat, c'est donc de sa part une simple affirmation que les faits cités d'ailleurs par lui-même démentent surabondamment. Cependant, dans son article il prétend démontrer que son affirmation est une réalité en disant que la bureaucratie soviétique est le "commis" du prolétariat, classe dominante en URSS. Voici la démonstration :

Pour qu'elle soit plus évidente Trotsky prend l'exemple des régimes fascistes italiens et allemands. Il montre facilement, et en cela nous sommes tous d'accord, que malgré toutes les apparences la bureaucratie fasciste n'est que le "commis de la bourgeoisie". La bourgeoisie lui pardonne ses incongruités, lui abandonne une part démesurée de plus-value, "s'accommode de lui (le fascisme), car sans lui elle et son régime se trouveraient bien mal." Trotsky ajoute : "Mutatis mutandis, ce qui vient d'être dit peut s'appliquer aussi à la bureaucratie staliniste." Et voilà !

Or, il s'agit justement de prouver que la bureaucratie staliniste joue précisément le même rôle dans l'Etat Soviétique, régime essentiellement ~~transitoire~~ transitoire et provisoire, que la bureaucratie capitaliste dans un régime plus que centenaire, avec des classes et des

Trotsky ne fait pas cette démonstration, et pour cause ! Suivons donc son conseil et remplaçons dans la phrase qui caractérise la bureaucratie en régime capitaliste "bureaucratie fasciste" par "bureaucratie soviétique", "bourgeoisie" par "prolétariat" et voyons ce que nous obtenons : "La bureaucratie soviétique n'est que le commis d'un prolétariat, ce dernier lui abandonne une part démesurée de plus-value, s'accommode d'elle car sans elle lui et son régime se trouveraient fort mal." Nous obtenons un monstre.

Le fascisme n'est qu'un "commis", parce qu'il applique les ordres de la bourgeoisie qui le contrôle. La bureaucratie stalinienne exerce sa propre volonté en dehors de tout contrôle de la part du prolétariat. Elle est son propre commis et non celui du prolétariat. Le fascisme n'est qu'un "commis" et en ce sens il ne dispose que de la part de plus-value que lui "abandonne" la bourgeoisie. La bureaucratie soviétique dispose à sa guise de la totalité de la plus-value en dehors de tout contrôle du prolétariat. Sans le fascisme la bourgeoisie s'effondrerait. La bureaucratie soviétique mène l'URSS à sa perte. Il est donc faux de prétendre qu'en URSS la bureaucratie joue un rôle social comparable à celui du fascisme.

Cette dissemblance apparaît à nouveau lorsqu'on examine à qui appartient les moyens de production. Dans l'article déjà cité Trotsky dit : "La classe se détermine non pas seulement par la participation dans la distribution du revenu national, mais aussi par un rôle indépendant dans la structure générale de l'économie, par des racines indépendantes dans les fondements économiques de la société. Chaque classe élabore ses formes particulières de propriété." Et il ajoute : "De tous ces traits sociaux la bureaucratie est dépourvue." Encore une fois cela est vrai de la bureaucratie en général, mais ce n'est pas vrai de la bureaucratie soviétique, ainsi que vient de le montrer ce qui précède. Cette dernière ne joue-t-elle pas un rôle indépendant, puisque incontrôlé ? Nous allons voir pour terminer que le prolétariat n'est plus propriétaire des moyens de production et que la bureaucratie soviétique "élabore ses formes particulières de propriété."

En régime capitaliste la propriété bourgeoise des moyens de production se manifeste par la libre disposition de ces moyens et par l'appropriation des produits du travail obtenus par leur mise en oeuvre. Nous dirions de même que le prolétariat de l'URSS possède les moyens de production s'il avait à la fois le contrôle sur ceux-ci et sur les produits. Il n'en est rien.

En régime capitaliste le droit de propriété s'exerce, en particulier, par les assemblées générales d'actionnaires et le pouvoir d'état, conseil d'administration de la bourgeoisie. En URSS, après Octobre, le prolétariat était le maître de la production au moyen de la direction des usines par le "triangle rouge" et de l'économie du pays par les soviets.

Il n'en est plus de même aujourd'hui. L'URSS ressemble à une vaste coopérative de production. D'un côté les simples ouvriers salariés, de l'autre les ouvriers sociétaires qui se partagent les bénéfices et sont seuls à administrer l'entreprise dont ils sont collectivement propriétaires. Dans la coopérative de production "URSS" la participation à l'administration et au partage des bénéfices, au lieu d'être proportionnelle au nombre des parts possédées par chacun, dépend de l'échelon occupé dans la hiérarchie bureaucratique.

Pour nous résumer à son origine le régime soviétique était un régime transitoire du capitalisme vers le socialisme. Aujourd'hui sa marche est renversée et il va vers la reconstitution d'un régime d'exploitation de l'homme par l'homme. Il en est au seuil. Une chenille est enfermée dans son cocon. Plusieurs mois plus tard il semble à un observateur superficiel qu'il n'y a rien de changé dans le cocon. Cependant la chenille n'est plus une chenille. Elle n'est pas encore un papillon. Pour que la métamorphose il faut que l'animal se débar-

rasse de son enveloppe. Alors il prendra son essor.

Ne peut-on pas dire de même de l'URSS qu'elle n'est déjà plus un état prolétarien, mais qu'elle n'est pas encore un état où règne l'exploitation humaine ? Quelques oripaux à rejeter et la transformation sera achevée. Voilà ce qu'il me semble qu'il faut dire aux ouvriers, si on veut leur éviter une nouvelle désillusion, la pire de toutes.

R. Christophe.

DISCUSSION DE LA CELLULE DE MONTPELLIER SUR LA SITUATION POLITIQUE

Après examen des manifestes et déclarations de la CE ainsi que du Manifeste du Plenum International, la cellule de Montpellier ~~estime~~ estime :

1° Que les positions défendues par la Ligue sont entièrement justes tant au point de vue théorique que pratique.

2° Qu'en ce qui concerne plus particulièrement la France, certains mots d'ordre peuvent être de concrétisation. On a pu lire dans plusieurs numéros de "La Vérité", utilisés alternativement, les mots d'ordre de "commune ouvrière" et de "soviets". En réalité toute la littérature publiée à ce sujet manque un peu de précision. S'agit-il de "commune ouvrière" ou de "soviets" ? Sous quelles formes concrètes l'un ou l'autre doivent-ils être envisagés ? Quels rapports s'établissent dans le processus révolutionnaire entre les "comités d'alliance ouvrière" et les perspectives de la "commune ouvrière" ? Ou bien peut-on envisager la "commune ouvrière" ou le "soviet" comme naissant spontanément au cours de la lutte de la fusion syndicale ? Quels rapports y a-t-il entre les "comités d'alliance ouvrière" et les syndicats ou quelles différences ? Autant de questions théoriques et pratiques sur lesquelles il serait bon de voir clair.

3° D'un point de vue théorique le cam. Trotsky a fortement insisté sur le problème agraire qui se pose en France, quoique sous d'autres formes, avec non moins d'acuité qu'en Espagne. La cellule estime à ce sujet :

a) qu'une mise au point pour une étude sérieuse des conditions économiques et de la situation des différentes classes agricoles (petits producteurs et ouvriers agricoles) s'impose de toute urgence comme seul moyen d'avoir des mots d'ordre clairs.

b) qu'une distinction doit être faite entre les régions productrices de céréales et les régions viticoles parce que le problème ne s'y présente pas de la même façon.

propose à seule fin de faciliter le travail que la Ligue par une circulaire de la CE exige de ses cellules et de ses isolés l'ouverture d'une enquête qui portera sur les petits producteurs et les ouvriers agricoles au moyen d'un questionnaire.

Le questionnaire porterait sur les conditions d'exploitation, le mécanisme du crédit, les revendications du petit producteur, sur les conditions de vie, les salaires, les revendications des ouvriers agricoles. Les questionnaires centralisés à "La Vérité" seraient étudiés par des spécialistes concurremment avec des ouvrages spécialisés et les résultats seraient publiés dans "La Vérité" ou en brochure. Cela permettra de concrétiser et clarifier l'action révolutionnaire.

Pour la cellule :

Le secrétaire : illisible.

EPILOGUE

Le cam. Roger qui fut démissionnaire de la Ligue au lendemain de la 2^e Conférence Nationale nous adresse copie de la lettre envoyée par lui à son ancien groupement. Roger a repris sa place dans la Ligue en acceptant entièrement la discipline.

Lastérade

10, Rue Juillet, 20°

A la CE et à tous les membres de l'Union Communiste !

Il ne n'est pas le moment de travailler pour une "cinquième" Internationale.

A l'assemblée générale du 4 mars devant l'ensemble de l'organisation je me suis expliqué nettement sur les perspectives ou plutôt sur le manque de perspectives de l'Union.

Sa courte histoire démontre toute la vanité de défendre les idées de l'Opposition contre l'Opposition elle-même. Le bilan de 5 mois est incontestablement un bilan de faillite. Si on est sorti de la Ligue, c'est pour faire quelque chose mieux. En réalité, l'activité de l'Union constitue un immense recul sur celui de la Ligue malgré tous ses défauts. On n'a conquis personne aux idées de l'OGI, on a tout simplement dégouté un certain nombre de militants qui pouvaient venir au nouveau parti.

Ce bilan n'est pas dû à la mauvaise composition de l'Union, mais à l'équivoque politique qui est à la base de son existence. Ou bien on est d'accord avec les idées essentielles et la politique de l'Opposition Internationale et dans ce cas l'existence d'une organisation différente n'a pas de sens, ou on oppose une autre politique à celle-ci (il faudrait d'abord savoir laquelle) et dans ce cas l'Union pouvait se transformer en un courant opposé à la 4^e Internationale.

S'abritant derrière des histoires piquantes et sur le fameux régime intérieur on n'a fait que se ridiculiser. D'abord parce que le régime intérieur n'est pas une chose en soi et ensuite parce que dans une organisation communiste il est surtout fait pour permettre une activité extérieure. Le régime intérieur, quand il n'est considéré comme l'indice d'une politique radicalement fautive ne saurait servir de prétexte à une séparation. Il faut aussi rappeler que l'union au régime fédéraliste (résultat de sa composition hétérogène) n'est pas un exemple. Réunion artificielle de groupements divers, se perdant dans des querelles vaines, reflétant plutôt le désarroi des esprits devant les événements qu'une ligne politique définie, l'Union ne peut constituer qu'un gâcheur de confusion et tout en se proclamant pour le nouveau parti par son existence même ne fait que travailler contre sa création.

Vu les événements il faut oeuvrer à l'unité d'action du prolétariat et à la création du nouveau parti. Les positions politiques de l'Opposition internationale ont été vérifiées par les récents événements d'Autriche et de France. Le temps presse et il n'est pas propice aux petites querelles de chapelle.

Pour toutes ces raisons je donne ma démission de votre groupe et réintègre la Ligue Communiste. J'espère dans un délai rapproché travailler avec la plupart d'entre vous au sein de la Ligue pour la 4^e Internationale.

Saluts communistes

Paris, le 8 mars 1934.

Roger

INFORMATIONS

Nous publions ci-dessous copie d'une lettre adressée par le SI au Parti Socialiste Indépendant de Hollande (OSP) et au Parti Socialiste Ouvrier d'Allemagne (SAP). Elle conclut toute une période de discussion avec ces organisations.

SECRETARIAT INTERNATIONAL DE LA LIGUE DES COMMUNISTES INTERNATIONA-
LISTES

A la direction de l'OSP - Hollande
Copie à la direction du SAP

Le 26 février 1934

Chers camarades

1. Nous nous étions adressés à vous pour vous prier

- ce qui était chose absolument naturelle - de nous communiquer aussi vite que possible les documents concernant la séance de janvier au Bureau de Londres; et cela, nous l'avons fait parce que :

a) vous deviez avoir le même intérêt que nous à nous voir informés de toutes démarches et intentions de ceux qui pourraient lutter avec nous, suivre notre mouvement, ou bien nous combattre; et si nous présumons chez vous cet intérêt, c'est parce que, en commun avec nous, vous aviez entrepris de créer une nouvelle Internationale;

b) une séance du Bureau de Londres devait examiner les questions internationales les plus importantes, et vous deviez nous communiquer les documents s'y rapportant.

Nous constatons que nous n'avez fait ni l'un ni l'autre.

2. Quant à la conférence commune des organisations de la Quatrième Internationale qui, ainsi que nous sommes tombés d'accord, doit avoir lieu au commencement du mois de mars, vous nous écrivez deux choses :

a) que la conférence ne pourrait une certaine importance que si "on" essayait de rendre possible une collaboration avec l'"internationale Arbeitgemeinschaft"; cela semblait vouloir dire que les Communistes-Internationales devaient appartenir à cette "Arbeitgemeinschaft",

b) mais un peu plus loin vous dites sur un ton de menace : " Si par contre on essayait de séparer l'OSP et le SAP de la Communauté de travail internationale, il serait à craindre que la conférence n'ait plus d'importance." Cela signifie que les Communistes-Internationales ne devraient plus critiquer la participation du SAP et de l'OSP à la Communauté de Travail.

Nous constatons qu'à notre conférence préparatoire du mois de décembre personne n'a dit un mot au sujet de ces deux conditions; tout au contraire, le signataire de la lettre du 21/2/34 de la direction de l'OSP, le cam. De Kadt, en opposition avec le cam. Walcher, a exprimé l'opinion que la séance de janvier du Bureau de Londres ne serait pour ainsi dire qu'un enterrement. L'éventualité de notre participation au Bureau de Londres ne fut envisagée par aucun de ceux qui prirent part à la discussion. Et maintenant le représentant de l'OSP veut nous poser des conditions que nous repoussons de toute notre énergie, pour ne pas employer ~~un~~ un autre mot. Nous pouvons attendre patiemment comment la collaboration avec ceux qui ont trahi le prolétariat norvégien va se développer. Mais cela naturellement sans prendre la moindre part de responsabilité dans la déconfiture qui s'ensuivra inévitablement pour les adhérents de la Communauté de travail (Arbeitgemeinschaft).

Nous prenons acte de ce que votre organisation pour ne pas perdre l'amitié de Tranmael et Cie est entraîné de rompre l'alliance conclue pour arriver à une nouvelle Internationale marxiste, et nous nous réservons le droit de communiquer au monde ouvrier ce fait qui n'est point sans importance.

NOTE DU SECRETARIAT

Par manque de temps nous n'avons pu publier dans ce numéro du Bul. Int. des informations sur le Conseil National de la Ligue. Ces informations seront publiées dans le prochain numéro du Bul. qui paraîtra avant la tenue du Conseil National.

Le Secrétariat

CAMARADE

SOUSCRIS

FAIS SOUSCRIRE

AU FONDS DE LUTTE DE LA LIGUE